



HAL
open science

Dans un monde de mensonges, l'éthique peut-elle encore offrir une espérance ?

Gérard Terrier

► **To cite this version:**

Gérard Terrier. Dans un monde de mensonges, l'éthique peut-elle encore offrir une espérance ?. Revue de Bioéthique de Nouvelle-Aquitaine, 2018, 2, p.35-37. hal-02902740

HAL Id: hal-02902740

<https://hal.science/hal-02902740>

Submitted on 20 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

REVUE DE BIOÉTHIQUE DE NOUVELLE-AQUITAINE

SOMMAIRE

- Les personnes précaires ont-elles des droits? Le point de vue du droit.
- Réflexions éthiques et méthodologiques d'un sociologue hospitalier sur la mobilisation de la méthode de l'observation *incognito* sur les réseaux sociaux
- Éthique, précarité et migrants en situation irrégulière
- Dans un monde de mensonges, l'éthique peut-elle encore offrir une espérance ?
- Mort médicalisée et don d'organes : quelle perception pour les vivants
- Comprendre le sens de la sédation profonde et continue jusqu'au décès
- Débats éthiques en région : faits et questionnements
- Actualités éthiques

2018
NUMÉRO 2

Dans un monde de mensonges, l'éthique peut-elle encore offrir une espérance ?

Dr Gérard TERRIER

Président du Comité d'éthique du CHU de Limoges

Président du CREEAL (Comité Régional d'Ethique de l'Expérimentation Animale du Limousin)

Résumé

« Notre société aurait-elle érigé le mensonge en mode de fonctionnement : mensonge international, mensonge d'Etat, mensonge industriel... Qui est responsable ? Que faire ? L' thique semble, pour les citoyens, une voie possible pour se réapproprier les questions essentielles à notre vivre ensemble. »

Mots Clés : Ethique – Bioéthique - Mensonge.

Abstract

"Would our society have set the lie in operating mode: international lie, lie of state, industrial lie? Who is responsible? What to do? For citizens, ethics seems to be a possible way to reclaim the issues that are essential to our coexistence. "

Keywords : Ethics – Bioethics - Lie

Le mensonge est partout, il est omniprésent : c'est un « mal commun » (au sens ancien de banal) selon l'expression de Patrice MEYER-BISCH (titulaire de la Chaire des Droits de l'Homme et de la Démocratie à l'UNESCO) (1). Le mensonge est en train de pourrir notre société en démolissant nos liens sociaux et en d cr dibilisant nos institutions. Pire encore, puisque nous semblons l'accepter par notre passivité ou notre lassitude, il nous habitue   tolérer les pires injustices, y compris parfois des crimes contre l'humanité, comme s'ils étaient des lois naturelles.

Tout le monde se plaint dans le mensonge : international avec le mensonge américain déclencheur de la guerre en Irak, mensonges d'Etat (affaires TAPIE, Bygmalion...), mensonges politiques (« Moi Président... »). Les  tats, les gouvernements, les banques, les laboratoires pharmaceutiques, l'industrie automobile, alimentaire ou autre...tous mentent effrontément. Pour prendre un exemple que le monde sanitaire connait

bien, il semble de plus en plus évident que l'industrie pharmaceutique travaille plus hélas pour le capital que pour la santé des malades. Tous nous mentent et la liste est loin d'être exhaustive. Une « mode » a tendance à se développer. Elle peut être le fait d'institutions comme de particuliers : les « fake news ». Cette pratique, amplifiée par ce qu'il est convenu d'appeler les réseaux sociaux, fait des dégâts considérables dans bien des circonstances, car chacun sait que le démenti n'est jamais compl tement réparateur, surtout s'il est, lui-même parfois, une forme déguisée de mensonge. Comment faire la part des choses ?

De temps en temps quelques scandales éclatent (tout récemment les mensonges de « l'optimisation fiscale », des « Panama's papers »), mais bien peu par rapport à tout ce qui est porté sur la place publique (et encore moins par rapport à ce qui est caché !). Parfois heureusement, la presse exerce son rôle de contre-pouvoir et réussit à faire émerger des affaires très révélatrices de cette duplicité de la société. J'aime pourtant à rappeler que la

profession de journaliste n'a pas de véritable code de déontologie mais seulement, en fonction des différents médias, une éventuelle « charte de bonne conduite ».

Nous semblons plein de tolérance (ce qui est effectivement une vertu !) vis-à-vis des chaînes d'irresponsabilités en politique comme en économie. Il semble aussi qu'on arrive souvent à nous persuader que, finalement, le responsable c'est le consommateur. C'est un alibi ; le consommateur a une qualité très pratique en de telles circonstances : il est anonyme.

Et, récemment, est arrivé le scandale du « diesel gate » Volkswagen (ce fut la première marque démasquée); d'autres constructeurs automobiles ont hélas suivi, cette supercherie volontaire. C'est un signe de mépris caractérisé vis-à-vis des règles et de ceux qui les édictent : il était évident que, comme à chaque fois, les contrôles effectués allaient un jour ou l'autre révéler la tromperie, le mensonge.

On voit ainsi que le mensonge conduit inexorablement à des drames ; c'est la logique du « mal commun ». Mais nous, les citoyens, ne pouvons comprendre : les dirigeants, les responsables, ne sont pas sanctionnés. Souvent même ils tirent un bénéfice personnel considérable de leurs mensonges. Leurs indemnités de départ sont aussi extravagantes que l'irresponsabilité qu'elles couvrent. « C'est une tromperie en bande organisée », comme l'écrivait encore MEYER-BISCH (1); « car le mensonge nuit toujours à autrui : même s'il ne nuit pas à un autre homme, il nuit à l'humanité en général et il rend vaine la source du droit ». Cette remarque n'est pas faite par un auteur contemporain : elle est d'Emmanuel KANT (2).

Personne ne détient la vérité. Mais le mensonge est, ne l'oublions pas, un interdit fondateur, cette limite en-deçà de laquelle les libertés sont dépourvues de l'information nécessaire au libre-choix, donc de la confiance.

Alors que faire ?

Nous nous devons d'agir pour faire entendre la voix de la juste mesure. Il est possible d'évaluer le degré d'effectivité d'une culture démocratique (à laquelle nous semblons particulièrement attachés en France) à son intolérance à l'égard du mensonge. Pourquoi alors ne serions-nous pas plus démocrates, moins passifs et moins frileux ; invitons à l'espérance (autre vertu !) d'attitudes, d'actions concrètes pour la défense de la démocratie. Faute de quoi le populisme pourrait bien nous ramener à une réalité que nous ne souhaitons pas. Car, comme l'écrivait l'économiste anglais Friedrich HAYEK : « C'est quand une société adopte ou abandonne une pratique jugée ou non satisfaisante qu'elle progresse et qu'elle fait évoluer les institutions » (3).

Et si l'éthique était alors une voie possible, nécessaire ? Eduquer, encore et toujours ; former à la réflexion, à la discussion, les encourager.

Paul RICOEUR écrivait que « ...la visée éthique consisterait dans l'aspiration à une vie bonne (soi) avec et pour autrui (face-à-face) dans des institutions justes (le tiers ou chacun) » (4). Les derniers Etats généraux de la bioéthique ont été à cet égard un exercice intéressant, même si cet exercice peut être dans l'avenir très largement amélioré dans ses modalités. Ils ont fait émerger, dans plusieurs des domaines considérés, la nécessité plusieurs fois rappelée dans le rapport de synthèse du Comité Consultatif National d'Éthique (5), de la formation et de l'information. Cette formation concerne les professionnels quant à leur rôle spécifique et leur responsabilité particulière, l'information, elle, doit être orientée en direction des citoyens. Retrouver des débats sereins, responsabiliser les citoyens autour des grands problèmes de société qui permettent d'étayer de futurs textes législatifs ou réglementaires.

Maintenir les éléments fondateurs de notre société, certains de ses interdits, sans refuser la discussion imposée par l'évolution des techniques, des mentalités ; voilà un intéressant mode de fonctionnement dont les conclusions peuvent utilement agréments le travail du législateur. Tout ce qui est techniquement possible et potentiellement rentable se verrait ainsi encadré, contrôlé, mais pas forcément autorisé, voire même interdit.

Au lieu de pressions médiatiques étayées par le résultat de sondages, dont on sait bien que la réponse dépend le plus souvent de l'énoncé de la question, le débat citoyen serait alors alimenté par des arguments les plus objectifs possibles. Le rôle des Espaces Régionaux de Réflexion Ethique apparaît, dans cette optique, comme fondamental.

Peut-être l'éthique est-elle une voie, parmi d'autres, pour que nous retrouvions un peu de confiance, en nous réappropriant des questions essentielles à notre vivre ensemble ?

BIBLIOGRAPHIE :

- 1-MEYER-BISCH (Patrice), Lettre du CEERE (Centre Européen d'Enseignement et de Recherche en Ethique), Strasbourg, octobre 2015
- 2-KANT (Emmanuel) et CONSTANT (Benjamin), Le droit de mentir, Paris, Fayard collection Mille et une nuits, 2003
- 3-HAYEK (Friedrich), Droit, législation et liberté, vol 3, PUF, 1979
- 4-RICOEUR (Paul), Morale éthique et politique, Revue Pouvoirs n°65 (p 11), 1993
- 5-Bioéthique, Etats généraux : Rapport de synthèse du Comité Consultatif National d'Ethique, EDP Sciences, 2018